

FRANCE EN AVANT, par Saint DENIS, par Saint JEAN, France en avant !!!!

Restaurer la confiance en plaçant les hommes et les pratiques politiques sur le terrain de vérité l'EXEMPLE.

Oui, les « copinages » ou les « privilèges » exposent à des réactions extrêmes s'ils ne sont pas précédés d'une obligation d'exemplarité. Ils fragilisent la monarchie Républicaine, la démocratie représentative et le régime des partis qui sont des systèmes dépassés qui s'écroulent sous leur propre poids.

Les abstentionnistes, les votes nuls et blancs comme les votes extrêmes interrogent de plus en plus justement ces mauvaises pratiques démocratiques. Quand les partis, les copinages, les intérêts personnels, les parodies de démocratie où des élections sont maintenues dans 8000 communes alors qu'une seule liste est candidate donc élue avec une seule voix, celle du maire, ou encore celle de candidats qui prennent place dans la campagne électorale et démissionnent au lendemain du vote, ou encore celle des « mensonges » (engagements de campagne non tenus) pour accéder au pouvoir et s'octroyer des privilèges républicains d'indemnités non imposables.

Oui, tout cela atteste que nos pratiques démocratiques doivent être rénovées de fond en comble sinon... Les votes extrêmes grandiront, les abstentionnistes aussi et le rejet du politique conduira à la désunion nationale, aux communautarismes, à la désobéissance civique, à l'auto-défense voire à la guerre civile ... Le peuple suit l'exemple venu d'en haut où se « moquer du monde », « magouiller » où dire son mécontentement sans que rien ne change atteste de l'absence d'exemplarité nécessaire préalable au redressement.

Pourquoi en est-on arrivé là? Parce que les partis et groupes en place ont été incapables de se rénover et rénover leurs pratiques démocratiques et nous, nos votes stériles. Englués dans les projets individualistes ils ont refusé les mains tendues des progressistes de droite et de gauche. Ils ont refusé de prendre en compte les idées minoritaires novatrices et les « ouvertures » respectueuses des différences, ils sont restés prisonniers des égos, des clans et des plans de carrière pour réduire le monde à la taille de leurs nombrils. Sans jamais se remettre en cause, ni leurs pratiques désastreuses de non maîtrise des dépenses publiques payées par la fausse croissance de la dette, les systèmes se sont bloqués et ne peuvent rien créer de différent. Ils se servent en interne avant de servir les autres. Ils ont nourri les égoïsmes dans le clientélisme qui les nourrissait.

Le peuple de France rejette aujourd'hui ces pratiques et ces partis. Il les renvoie dos à dos. Il a compris qu'une fois le vote passé les élus ne leur demandaient plus rien et s'arrangeaient entre eux pour gérer la commune, l'intercommunalité, le département, la région ou la nation et même la justice par des « spécialistes » qui la rendent en son nom.

Orienter, aujourd'hui les efforts du redressement économique principalement vers les classes moyennes et le peuple en oubliant que l'effort principal devrait être celui de la finance et des privilèges des élus prépare la nuit du 5 août 1789 (la fin des privilèges). Les citoyens trompés par les belles paroles de professionnels souvent « avocats-élus », n'ont plus confiance. Ils demandent que les partis gestionnaires qui ont échoué soient remplacés par de nouveaux acteurs porteurs de changements. Le ras le bol et l'urgence imposent de réagir utilement et efficacement pour cela ils voteront les extrêmes, s'ils votent. Sans adhésion aux valeurs de ces partis, mais pour que cesse cette gabegie politicienne et que la première étape du changement se réalise : changer nos pratiques

politiciennes et imposer la démocratie participative pour faire entrer la société civile dans les choix du pays. Les prochaines élections Européennes donneront leur réponse mais la secousse risque d'être encore plus forte.

Seule une reconnaissance, en honnêteté, de ces lacunes et échecs permettrait une nouvelle adhésion. Les élus doivent être jugés sur leurs actes, et seulement les actes. C'est cette cohérence donnée par l'exemplarité qui peut RESTAURER l'autorité et la confiance en nos institutions. La pratique politique du 21^{ème} siècle proposerait des règles et des systèmes capables de supporter l'infinie faiblesse humaine. En accompagnant l'éducation des savoirs faire et savoir être, en replaçant l'économie au service des hommes avant la finance, en imposant l'exemplarité des élus et instaurant la démocratie participative pour remplacer la vieille démocratie représentative nous y parviendrons.

LA CONFIANCE passe par L'EXEMPLARITE des élus et la RESTAURATION de la démocratie dont voici quelques exemples: Le recours au vote à 66% pour les lois, les lois techniques préparées par des commissions d'experts, le recours au référendum pour libérer tous les blocages, le référendum d'initiative citoyenne à l'initiative d'1% du corps électoral, le vote blanc reconnu comme vote exprimé et converti en désignation d'un candidat au tirage au sort sur les listes électorales en cas de majorité, la création dans toutes les communes d'une commission extra-municipale sur volontariat pour proposer une ou deux questions de citoyens aux débats des conseils municipaux, pour contrôler et rendre compte de l'action municipale, l'inscription, au vote du parlement, d'une proposition par an par association d'utilité publique, le vote obligatoire sous peine d'amende de 50 euros, la décentralisation des ministères en province, la présence terrain de 50% des membres du gouvernement avec un retour sur les suites données aux doléances recueillies, la parité immédiate par la mixité des candidatures aux assemblées, le non-cumul des mandats, l'imposition au premier euro et le plafonnement des indemnités à 7500 euros/mois, la privatisation des représentants politiques, l'instauration d'un impôt minimum de 50euros pour tous...

LA CONFIANCE passe aussi par la certitude que les déviances seront sanctionnées. Ce recours ultime de l'acte éducatif préserve le bien vivre ensemble. Il doit évoluer pour une Justice et des lois civiles et pénales renouvelées autant que leur exercice. Avec des jurés populaires pour que toutes les décisions soient rendues au nom du peuple de France, par des jugements avec la présence et l'expression directe OBLIGATOIRE des parties en cause, par l'absence de remises de peines pour les récidivistes, par la rééducation obligatoire en prison comme caution de sortie plus que la durée de la peine.... Il ne doit pas y avoir de bonus aux déviants. Ce serait aussi des pouvoirs accrus pour les forces de police comme le droit de porter plainte au lieu et place d'une victime terrorisée par la peur des représailles où l'autorisation du coup de matraque contre toutes contestations virulentes jusqu'au retour au calme.

LA CONFIANCE c'est aussi une plus grande JUSTICE SOCIALE où la cure d'austérité est partagée entre les élus, la finance et le peuple et par la relance de l'investissement (plan marshal pour le logement, pour l'éducation et la Police-Justice, la recherche et développement, l'industrie et les PME pour l'emploi). Ce serait aussi taxer les profits financiers plus que ceux du travail, taxer les revenus spéculatifs de moins de 3 jours à 99% et dégressivement jusqu'à 30% pour ceux supérieurs à 1 an, éradiquer les paradis fiscaux. Augmenter la part d'intéressement aux bénéfices des salariés. Instaurer la taxe TOBIN (0,1% des mouvements financiers)... Rééchelonner le remboursement de la dette et le taux des intérêts (rachat par la BCE et prêts à 0% aux états), limiter à 50 médicaments les remboursements sécu, améliorer les remboursements lunettes, auditifs et contraceptifs, préfiltrer l'accès aux urgences, réduire les dépenses politiques comme le plafonnement des dépenses de

campagne par exemple pour la Présidentielle ramenées à 3 Millions au lieu des 16 actuels par candidat, suppression des avantages et retraites post mandats pour les élus, barème indemnitaire des frais de déplacement pour tous les élus, publication des notes de frais mensuelles, réduction des subventions aux partis politiques, aux syndicats, aux associations qui ne sont pas d'intérêt général, réductions et imposition des indemnités d'élus ...L'exemple doit venir d'en haut.

La CONFIANCE c'est aussi valoriser le travail et réduire les aides sociales. C'est relancer la consommation par le pouvoir d'achat positif, réduire, voire supprimer, les charges salariales pour les salaires inférieurs à 1,7 SMIC, soutenir (compensation financière, exonération de charges pendant 3 ans, ouvrir les droits au chômage après un échec d'entreprise car ces « micro » entrepreneurs ne coûtent rien mais vivent sous le SMIC, moins d'aides sociales personnalisées comme limiter l'indemnité chômage à 900 euros, les allocations familiales à trois enfants, les retraites du régime général plafonnées etc... mais plus d'investissements collectifs comme investir les Allocations familiales dans la création de crèches et de structures privées pour accueillir les petits enfants, la construction d'un habitat social (style Emmaüs de Pau...) pour reloger rapidement le plus grand nombre... C'est favoriser l'investissement et réduire l'assistanat.

LA CONFIANCE c'est restaurer la responsabilité individuelle.

C'est créer un code civique qui place l'homme au cœur de sa responsabilité citoyenne. Toutes les actions judiciaires seraient jugées au regard du code civil ou pénal mais aussi du code civique pour juger le fait générateur du trouble. Ainsi un maire poursuivi pour une gifle donnée à un adolescent qui l'insulte après une réprimande fondée quand il enfonce la loi serait condamné justement pour cet acte mais sur la partie civique ce serait le jeune auteur du trouble qui le serait doublement pour avoir généré ce problème. Tout comme celui qui nie les faits dans l'attente des preuves et écoperait d'une peine supplémentaire de 1 an pour entrave à la justice etc... Cette responsabilité civique protégerait aussi le citoyen acteur de légitime défense en réponse à une intrusion illicite dans sa propriété privée ou lors d'un braquage. La contrainte par corps serait imposée pour la présence des parties aux audiences d'une action judiciaire et l'obligation de s'exprimer directement en complément de leurs avocats. La responsabilité civique devrait favoriser le dialogue entre tiers et la médiation rendue obligatoire avant le recours judiciaire commercial. Supprimer toutes les lois non-appliquées ou non financées, simplifier les démarches administratives ubuesques, j'en connais une bonne centaine comme celle d'une Cie d'assurance qui réclame une facture acquittée pour un remboursement de soins à Chypre après une chute accidentelle lors d'un séjour pour...60 euros. Concentrer les forces de police contre la délinquance plus que pour la police routière, contrôler et confisquer tous les biens dont le financement ne peut pas être justifié par des revenus officiels, l'aide juridictionnelle serait supprimée pour le récidiviste (3 fois), les transports de détenus se feraient avec des chaînes aux pieds pour rendre impossible leur fuite... Une taxe serait créée pour l'électricité, l'eau, les sanitaires et le ramassage des ordures et du tri sélectif « offerts » aux « gens du voyage », la mobilité géographique et fonctionnelle serait favorisée pour tous les chômeurs ...

LA CONFIANCE passe par la garantie du bien vivre ensemble et la refonte de L'EDUCATION. Une école renouvelée et enrichie des expériences réussies comme celles des écoles STEINER, MONTESSORI et des merveilles pédagogiques de C.FREINET (la pédagogie active), G.JEAN (la pédagogie de l'imaginaire), F. BEST (la pédagogie de l'éveil), G.CHARPAK et l'esprit scientifique, avec l'apprentissage de la dialectique de SOCRATE ...

Voilà les premières mesures à prendre immédiatement et qui ne coûteraient pas grand-chose mais votre propension infinie à tolérer la faiblesse humaine vous conduira bientôt à légaliser l'inacceptable (l'interdiction d'emprisonnement pour les peines de moins de 5 ans). Tout cela atteste

de votre manque de courage à restaurer l'autorité et les valeurs perdues qui remettrait de l'ordre dans les valeurs sociales intransgressibles dans la vie quotidienne. Respect de l'autorité, éducation au respect et au bien vivre ensemble, une laïcité ou toutes les croyances sont protégées y compris celle de ne pas croire, une économie au service des hommes avant la finance, l'exemplarité des élus, une démocratie participative qui remplace la vieille démocratie représentative voilà le nouveau CONTRAT-SOCIAL qui restaurerait la confiance. Au boulot, ici et maintenant !!!!

Je suis disponible pour AGIR avec n'importe quel gouvernement car le succès est assuré pour celui qui aura le soutien et la confiance du peuple de France sollicité par référendum.